



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 19 décembre 2024

La Banque centrale du Mexique (Banxico) procède à la dernière baisse de taux de l'année, portant le taux d'intérêt directeur à 10 %.

Cette quatrième baisse consécutive de 25 points de base (pdb) intervient un jour après la baisse de 25 pdb de la Réserve fédérale américaine (Fed), dont le taux d'intérêt directeur se situe désormais dans une fourchette comprise entre 4,25 et 4,50 %.

La décision, prise à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, est conforme aux prévisions du consensus de marché et au taux d'atterrissage de la politique monétaire anticipé dans le budget 2025. Le Conseil des gouverneurs de Banxico prévoit que l'environnement inflationniste lui permettra de continuer à réduire les taux et n'a pas exclu des réductions plus importantes, tout en maintenant une position restrictive.

La prochaine décision de politique monétaire de Banxico sera prise le 6 février 2025, après la prise de fonction de D. Trump aux États-Unis. En cas de hausse des risques inflationnistes en lien avec une politique protectionniste et migratoire agressive du nouveau président, la Fed pourrait être contrainte de mettre en pause son cycle d'assouplissement monétaire entamé en septembre, ou du moins de le ralentir, ce qui pourrait réduire la marge de Banxico pour continuer à assouplir sa politique monétaire.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**10 %**

Taux d'intérêt directeur  
de Banxico au 19  
décembre 2024

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

L'agence Standard & Poors (S&P) confirme la notation souveraine du Mexique à « BBB » et maintient la perspective stable, tout en mettant en garde contre le creusement du déficit. Alors que Moody's avait dégradé la perspective de sa notation souveraine de « stable » à « négative » le mois dernier, S&P maintient la perspective stable, soulignant la gestion macroéconomique prudente du nouveau gouvernement. L'agence de notation salue en outre le cadre institutionnel solide du pays, la stabilité politique, ainsi que les politiques budgétaires et monétaires prudentes soutenues par un régime de taux de change flottant. Le ministre des Finances, Rogelio Ramírez de la O, a affirmé que la confirmation de la notation souveraine à « BBB » (*investment grade*) permettra au pays de continuer à bénéficier d'un accès favorable aux marchés financiers nationaux et internationaux. La consolidation fiscale attendue pour 2025, qui devrait permettre de ramener le déficit public de 5,9 % prévu en 2024 à 3,9 % du PIB, sera particulièrement scrutée par les agences de notations. Parmi les risques baissiers pour la notation du Mexique figurent en outre l'affaiblissement de la confiance des investisseurs en lien avec l'élection de Donald Trump aux Etats-Unis et les récentes réformes constitutionnelles. S&P souligne cependant que la notation du Mexique pourrait être relevée au cours des deux prochaines années dans le cas d'une augmentation significative des investissements dans le cadre du *nearshoring*, d'une hausse des taux de croissance et d'un renforcement des réserves fiscales, notamment via l'élargissement de l'assiette fiscale non pétrolière.

Selon les données de l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), l'investissement total au Mexique aurait représenté 24,3 % du PIB au T3 2024 en g.a., un niveau supérieur aux 23,7 % enregistrés au trimestre précédent. Cette progression trimestrielle de 1,1 % reflète d'une part, une hausse de 1,4 % de l'investissement privé, moteur principal de la formation de capital, et d'autre part, une contraction de 0,6 % de l'investissement public. La part de l'investissement privé s'élève désormais à 21,6 % du PIB, contre 2,7 % pour le secteur public, soulignant l'importance de renforcer la sécurité juridique pour maintenir l'élan des investissements privés, qui représentent 90 % du total. Malgré ces résultats positifs, l'investissement public affiche des baisses successives depuis début 2024. Ce recul, couplé à une concentration budgétaire sur certains projets comme les trains (79 % des programmes prioritaires dans le budget 2025), suscite des interrogations sur la rentabilité sociale et l'efficacité de l'allocation des ressources, notamment dans des secteurs comme l'hydraulique, où les besoins restent élevés. Pour la nouvelle administration, stimuler une dynamique d'investissement public et privé

équilibrée sera essentiel pour consolider la croissance économique et améliorer durablement le bien-être social.

**Banxico a publié son enquête mensuelle de décembre 2024 sur les attentes économiques du secteur privé, un outil clé pour évaluer les perspectives d'inflation à court et moyen terme.** Cette enquête, réalisée auprès de 41 groupes d'analyse et de conseil économique nationaux et internationaux, reflète une légère amélioration des prévisions d'inflation générale pour les mois à venir. Pour la fin de 2024, les attentes d'inflation générale ont diminué, passant de 4,42 % en novembre à 4,37 % en décembre, confirmant une tendance baissière progressive. Ce recul témoigne d'une certaine confiance dans les politiques monétaires actuelles et d'une atténuation des pressions inflationnistes à court terme. Pour 2025, les projections se stabilisent autour de 3,80 %, un niveau proche de la cible d'inflation de Banxico fixée à 3 % ± 1 %. À plus long terme, les anticipations pour 2026 restent inchangées à 3,70 %, signalant une convergence lente vers la stabilité des prix. Du côté de l'inflation sous-jacente, qui exclut les éléments volatils comme les produits alimentaires et l'énergie, la tendance est également orientée à la baisse. Les prévisions pour la fin de 2024 ont été révisées à la baisse, la médiane passant de 3,69 % en novembre à 3,63 % en décembre. Pour 2025 et 2026, les projections demeurent stables, à respectivement 3,60 % et 3,70 %, traduisant des anticipations de maîtrise des composantes structurelles de l'inflation. Ces résultats traduisent un environnement d'inflation en voie de modération, bien que des défis persistent, notamment dans un contexte de volatilité économique mondiale.

**L'enquête mensuelle sur les attentes économiques du secteur privé de Banxico révèle également les prévisions de croissance économique pour 2024 et les années à venir.** Les prévisions pour la croissance réelle du PIB en 2024 sont restées stables par rapport au mois précédent, avec une médiane qui a légèrement progressé, reflétant une certaine résilience de l'économie mexicaine malgré un environnement international incertain. Les analystes continuent d'attribuer la plus forte probabilité à une croissance située entre 1,5 % et 1,9 % pour cette année. En revanche, les perspectives pour 2025 se sont détériorées, avec une révision à la baisse des prévisions. Les spécialistes assignent désormais la plus grande probabilité à un taux de croissance compris entre 1,0 % et 1,4 %, confirmant un ralentissement anticipé de l'activité économique. De plus, l'enquête indique une augmentation des probabilités d'une contraction trimestrielle du PIB pour le quatrième trimestre de 2024, ainsi que pour le premier et le quatrième trimestres de 2025, tandis que ces probabilités ont diminué pour les deuxième et troisième trimestres de l'année suivante. Les prévisions pour la période 2026-2027 montrent une croissance modérée, avec une trajectoire toujours en deçà des niveaux historiques. Enfin, les analystes estiment que la croissance moyenne pour les dix prochaines années restera relativement modeste, dans un contexte marqué par des défis structurels internes et des incertitudes externes persistantes.

**Selon l'Indice de confiance des consommateurs (ICC) publié par l'INEGI et Banxico, la confiance des ménages mexicains aurait enregistré une baisse notable en novembre 2024.** Ajusté des variations saisonnières, l'ICC s'est établi à 47,7 points, soit une diminution mensuelle de 1,8 point, marquant le recul le plus important depuis décembre 2021. Cependant, l'indicateur affiche une légère amélioration annuelle de 0,5 point par rapport à novembre 2023. Les attentes économiques futures pèsent lourdement sur cet indice : la perception de la situation économique du pays dans un an a chuté de 3,4 points, et celle concernant l'économie des ménages a reculé de 2,2 points. En revanche, les intentions d'achat de biens durables, tels que des meubles ou des appareils électroménagers, sont restées stables. Ce repli reflète une incertitude économique croissante chez les ménages. Le prochain rapport, attendu le 6 janvier 2025, permettra de déterminer si cette tendance se poursuit ou si une reprise se profile.

**Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'imposition par le Président américain élu Donald Trump de droits de douane de 10 % sur les exportations mexicaines, coûterait entre 0,8 et 1,0 % de la croissance du PIB mexicain.** Le Mexique serait le pays le plus vulnérable à une hausse des droits de douane d'Amérique latine et des Caraïbes en raison de la concentration de ses exportations vers les États-Unis, et de son degré élevé d'intégration des chaînes d'approvisionnement et des structures productives. Le contexte d'incertitude en lien avec la politique commerciale du futur président américain se reflète dans les prévisions de la croissance de la CEPALC, qui a réduit ses estimations pour 2024 et 2025 à 1,4 % et 1,2 % respectivement, soit 0,5 et 0,2 point de pourcentage de moins que les estimations d'août. Cette révision à la baisse positionne l'économie mexicaine comme la moins performante de la région, à l'exception de Cuba et d'Haïti.

## Sectoriel

**La Commission fédérale de la concurrence économique (Cofece) a infligé une amende de 4,6 Mds USD à Walmart de Mexico (Walmex) pour avoir imposé des conditions défavorables à ses fournisseurs pendant 13 ans.** En plus de cette sanction, l'entreprise devra se conformer à des mesures strictes pendant 10 ans, notamment l'interdiction d'imposer des prix, de demander des informations sensibles sur d'autres détaillants ou de prendre des représailles contre ses fournisseurs travaillant avec d'autres enseignes. Walmex devra également réviser ses contrats, mettre en place un programme de conformité en matière de concurrence économique et établir un canal de communication pour signaler d'éventuelles irrégularités. La Cofece surveillera l'application de ces mesures, et tout manquement pourrait entraîner une amende allant jusqu'à 8 % des revenus annuels de l'entreprise. Cette décision vise à rétablir des conditions de concurrence équitables sur le marché mexicain, en protégeant

les fournisseurs, notamment les petites et moyennes entreprises, tout en garantissant aux consommateurs un accès à de meilleures offres.

**Le ministère de l'Économie mexicain a annoncé ce mardi l'ouverture d'un examen de validité des droits compensatoires appliqués depuis 2014 sur les importations de câbles d'acier en provenance de Chine, fixés à 2,58 USD/kg.** Ces droits sont des mesures de défense commerciale destinées à contrer le *dumping*, une pratique où des produits sont vendus sur le marché national à des prix inférieurs à leur valeur normale, causant un préjudice à l'industrie locale. Dans ce cas précis, ces quotas visent à rétablir des conditions de concurrence équitables pour les producteurs mexicains, comme Aceros Camesa et Deacero, qui ont sollicité cette révision afin de prolonger ces mesures pour cinq années supplémentaires. Selon le ministère, les câbles d'acier, utilisés principalement dans les secteurs industriel, minier, agricole et de la construction, jouent un rôle crucial en tant qu'éléments de support, de tension ou d'arrimage, ce qui justifie la nécessité de protéger la production nationale. Durant cette procédure, les droits compensatoires resteront en vigueur. Les parties concernées, qu'il s'agisse de producteurs, importateurs, exportateurs ou même du gouvernement chinois, disposent de 28 jours ouvrables pour soumettre des preuves et arguments. Cela permettra au ministère de l'Économie de déterminer si les conditions initiales ayant motivé l'imposition de ces quotas perdurent, et si leur maintien est nécessaire pour préserver l'équilibre du marché mexicain face aux importations à prix artificiellement bas.

**En octobre 2024, l'activité industrielle au Mexique aurait enregistré une baisse annuelle de 3,3 %, marquant sa plus forte contraction depuis septembre 2020, selon les données de l'INEGI.** Cette baisse, la deuxième consécutive, reflète une situation difficile, notamment dans les secteurs de la construction et de la fabrication. La construction a chuté de 8,9 % sur un an, atteignant son niveau le plus bas depuis décembre 2020. Cette contraction est principalement due à une diminution de 32,5 % dans les projets d'ingénierie civile, tandis que les travaux spécialisés ont reculé de 11,1 %. Par ailleurs, la fabrication a diminué de 1,2 %, avec des baisses dans 16 des 21 sous-secteurs, notamment une chute de 9,1 % dans la production de machines et d'équipements. Entre janvier et octobre 2024, la croissance industrielle n'a été que de 0,7 %, bien en deçà des 3,7 % enregistrés sur la même période en 2023. Les analystes pointent un manque de dynamisme de l'économie mexicaine, exacerbé par des taux d'intérêt élevés et des incertitudes liées à la consommation intérieure et aux relations commerciales avec les États-Unis. Pour atténuer cette situation, la Chambre mexicaine de la construction propose un plan de 120 projets pour relancer l'investissement et préserver les emplois dans le secteur.

## Finances publiques

En 2024, la collecte de l'Impôt Spécial sur la Production et les Services (IEPS) au Mexique a été inférieure de 9,6 % (soit 3 Mds USD), par rapport aux objectifs fixés dans la Loi des Recettes de la Fédération. Cet impôt indirect, qui s'applique à des produits spécifiques tels que les carburants, le tabac, les boissons sucrées et l'alcool, vise à limiter leur consommation tout en générant des recettes publiques. Cette baisse s'explique principalement par des prix du pétrole plus élevés que prévu, qui ont contraint le gouvernement à accorder des subventions supplémentaires sur l'essence et le diesel. À la fin novembre, la collecte de l'IEPS atteignait 28,3 Mds USD, contre une prévision de 31,4 Mds USD. De même, l'Impôt sur le Revenu (ISR) est resté 1,1 % en deçà des prévisions, avec 120,8 Mds USD collectés, contre un objectif de 122,1 Mds USD. Cet écart est attribué à un taux de croissance économique plus faible que prévu, avec une estimation révisée à 1,53 % pour 2024 contre une prévision initiale de 2,5 %. En revanche, les recettes de la TVA (Impuesto al Valor Agregado) ont dépassé les attentes, atteignant 64,7 Mds USD, soit 7,6 % au-dessus des prévisions. Cette hausse s'explique par une augmentation de la consommation des ménages, permettant à la collecte fiscale globale de dépasser légèrement les objectifs annuels, avec une hausse de 0,6 % par rapport aux prévisions. Le bilan de l'année fiscale dépendra désormais des recettes de décembre, un mois déterminant pour valider ou non les projections initiales.

**L'agence de notation Fitch Ratings confirme la notation de crédit de l'entreprise publique pétrolière Pemex à « B+ » avec perspective stable, signalant que la dotation à Pemex prévue dans le budget 2025 est un signal positif.** La note de crédit de Pemex, s'établissant quatre crans en dessous de la note souveraine du Mexique, reflète la fragilité des finances de l'entreprise publique ainsi que son faible engagement en matière d'environnement, qui nuisent à sa capacité à lever des capitaux. L'agence de notation précise que l'inclusion de la dotation à Pemex dans le budget annuel du Mexique, pour la deuxième année consécutive, est un signal positif pour le crédit, car elle offre une meilleure visibilité sur le calendrier et l'ampleur du soutien du gouvernement. En outre, l'aide exceptionnelle de 6,7 Mds USD allouée à l'entreprise publique en 2025 couvrirait la plupart de la dette arrivant à échéance dans l'année (8,9 Mds USD pour une dette totale qui s'élèverait à 97 Mds USD). Parmi les facteurs susceptibles d'entraîner une baisse de la note de Fitch, figurent (i) l'abaissement de la note souveraine du Mexique, (ii) un affaiblissement de la capacité et/ou de la volonté du gouvernement de soutenir Pemex de manière significative, (iii) une hausse du coût de financement et de la charge d'intérêts. L'agence rappelle en outre que les résultats de Pemex en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de gestion des matières dangereuses et d'impacts écologiques compromettent le profil financier de l'entreprise publique.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	19/12/2024
Bourse (IPC)	-3,56%	-13,39%	49 464,5 points
Change MXN/USD	1,04%	19,76%	20,4
Change MXN/EUR	-0,24%	13,30%	21,15
Prix du baril mexicain	0,23%	-4,26%	65,34

## Amérique centrale

### Costa Rica

Le déficit budgétaire du Costa Rica aurait augmenté pour atteindre 2,9 % du PIB sur les 10 premiers mois de 2024 en raison de la hausse des dépenses publiques. Ce chiffre est supérieur aux 2,5 % enregistrés au cours de la même période de l'année précédente. Le solde financier aurait accumulé deux années consécutives de détérioration, après une période de reprise suite à la réforme fiscale approuvée en 2018. Un service de la dette plus élevé, atteignant 9,3 Mds USD et des dépenses de fonctionnement ainsi que des transferts courants en hausse seraient selon le ministère des Finances les principales raisons de cette augmentation du déficit.

La société costaricienne **Telecable** devrait commencer ses activités au Panama à partir de 2025, dans les provinces de Chiriqui et Veraguas. La société fondée en 2005 compterait plus d'un millier d'employés au Costa Rica et couvrirait 23,7 % du marché de l'internet fixe au Costa Rica, selon les données de la Surintendance des télécommunications (Sutel). L'entreprise pourrait permettre aux deux provinces panaméennes d'accéder à un réseau de fibre optique complètement neuf. Telecable pourrait débiter ses opérations avec plus de 50 employés, dont la quasi-totalité seraient panaméens et hautement qualifiés.

## El Salvador

**Le gouvernement souhaite prélever la moitié des redevances de collecte des déchets auprès des municipalités pour créer une autorité nationale.** Le gouvernement de Nayib Bukele a présenté à l'Assemblée un projet de loi qui l'autoriserait à prélever la moitié des recettes provenant des taxes municipales sur le balayage, le nettoyage, le transport et l'élimination finale ou la gestion des déchets solides. Le service serait obligatoirement facturé par les entreprises d'électricité. Le règlement ambitionne de créer l'Autorité nationale des déchets solides (ANDRÉS), qui fonctionnerait de manière autonome et serait rattachée au ministère des Travaux publics, avec pour objectif de créer et de mettre en œuvre une politique globale de gestion des déchets, un plan en la matière et un manuel d'exécution.

**Les investisseurs resteraient enthousiastes à l'égard des fonds d'investissement au Salvador.** Selon les statistiques de la Bourse du Salvador (BVES), à la fin du mois d'octobre 2024, les actifs gérés par les quatre gestionnaires de fonds d'investissement autorisés dans le pays s'élevaient à 1,3 Mds USD, ce qui représente une croissance de 71 % par rapport à l'année dernière. Ces sociétés gèrent 12 fonds d'investissement différents, y compris des fonds fermés et ouverts de divers types : fonds financiers, immobiliers, de capital-investissement et d'actions. Selon les données de la Superintendencia del Sistema Financiero (SSF) en 2024, les taux des fonds d'investissement se situent entre 4,43 % et 5,29 % en rendement quotidien annualisé pour les fonds d'investissement ouverts, et entre 6,04 % et 9,03 % pour les fonds fermés.

## Guatemala

**L'économie guatémaltèque devrait clôturer 2024 à 3,7 % de croissance, enregistrant une légère accélération par rapport aux prévisions.** Le PIB guatémaltèque connaîtrait une croissance supérieure à la projection initiale de 3,5 %, selon les résultats de l'« Évaluation de la politique monétaire, de change et de crédit 2024 et des perspectives économiques 2025 » de la Banque centrale (Banguat). L'indicateur est plus élevé que les 3,5 % enregistrés en 2023, et reste supérieur au potentiel moyen de ces dernières années ainsi qu'à la croissance moyenne du PIB en Amérique latine. En outre, l'inflation devrait clôturer l'année à 2 %, une légère accélération maîtrisée étant attendue en décembre.

**Le Guatemala aurait enregistré une augmentation de 16 % du nombre de touristes par rapport à 2023.** Le pays serait en passe de clôturer l'année 2024 avec un nouveau record selon le directeur de l'Institut guatémaltèque du tourisme (Inguat), Harris Whitbeck. Depuis le début de l'année, près de 2,45 millions d'étrangers sont arrivés. Harris Whitbeck a ajouté que des campagnes ont été menées pour attirer l'attention sur les destinations promues par le Guatemala, principalement sur les marchés européens, dans les transports



publics de Londres, Madrid, Barcelone et pendant les Jeux olympiques à Paris. Il a également noté que le magazine américain National Geographic a désigné la ville coloniale d'Antigua Guatemala comme l'une des 25 destinations « à ne pas manquer » dans le monde.

## Honduras

**Les réserves internationales de la Banque centrale (BCH) devraient atteindre le niveau prévu dans le programme du FMI à fin 2024 pour la couverture des importations de biens et de services (5 mois).** Le solde des actifs des réserves officielles (ARO) de la BCH était de 7,6 Mds USD au 28 novembre 2024, avec une couverture des réserves internationales de 4,7 mois d'importations de biens et de services. Selon l'estimation pour la fin de l'année dans le programme monétaire (2024-2025) du FMI, la couverture devrait être de cinq mois comme attendu. Le rapport de la BCH précise que le solde des réserves internationales nettes (RIN) s'est établi à 7,3 Mds USD à la même date, soit 225,1 M USD de moins qu'à fin 2023, expliqué principalement par la vente directe de devises pour faire face aux importations de carburant de 1,1 Mds USD et le paiement du service de la dette extérieure publique de 941,3 M USD, compensés par des décaissements de 1,2 Mds USD et l'achat net de devises de 627,5 M USD.

**L'industrie de la crevette prévoit une fermeture négative avec des pertes se chiffrant en millions de dollars en 2024.** Selon Javier Amador, directeur exécutif de l'Association nationale des producteurs aquacoles du Honduras (ANDAH), le secteur hondurien de la crevette est confronté à l'une de ses années les plus critiques. Le secteur est particulièrement touché par les conséquences de la dénonciation de l'accord de libre-échange avec Taïwan. Jusqu'en novembre, le secteur aurait enregistré une baisse de revenus de 51,5 M USD en raison des tarifs douaniers, de la chute des prix internationaux et de la perte de marchés clés. Les devises générées par le secteur auraient chuté de 21 % g.a., ce qui équivaut à une perte de près de 39 M USD.

**Le Honduras signe un protocole d'accord avec la Chine pour un plan d'électricité.** Le gouvernement du Honduras a signé un protocole d'accord avec *PowerChina International Group Limited* et la *Belt and Road Initiative International Green Development Coalition* (BRIGC) pour un plan de développement énergétique dans le pays. L'accord prévoit le développement d'un plan directeur énergétique qui transformera la matrice énergétique hondurienne avec des sources renouvelables : hydroélectriques, solaires, éoliennes et géothermiques. Il garantirait également une énergie propre et accessible pour les communautés rurales et les secteurs vulnérables, ainsi que le transfert de technologie et la formation technique.

## Nicaragua

**Le gouvernement étasunien a ouvert une enquête sur les violations des droits de l'homme et du travail au Nicaragua.** Les allégations s'appuieraient sur des rapports de divers groupes d'activistes contre le gouvernement Ortega, et porteraient notamment sur les arrestations politiques, le travail forcé, la traite des êtres humains ainsi que la répression de la liberté d'association et de la négociation collective. L'enquête, autorisée en vertu de la section 301 de la loi sur le commerce de 1974, sera menée par le bureau de la représentante américaine au commerce et devrait durer un an. Elle examinera non seulement les allégations d'abus, mais aussi la mesure dans laquelle ils affectent le commerce avec les États-Unis. Sur les cinq membres de l'accord de libre-échange centraméricain avec les États-Unis, le Nicaragua est l'un des deux seuls à enregistrer un excédent commercial avec la superpuissance, qui s'élèverait en 2022 à environ 3 Mds USD, soit près de 20 % de son PIB.

## Panama

**Selon l'Institut national de la statistique (INEC), le chômage au Panama aurait augmenté à 9,5 % de la population en octobre 2024, et environ la moitié des travailleurs seraient employés dans l'économie informelle.** Le taux de chômage aurait enregistré une hausse de 2,1 points de pourcentage entre août 2023 et octobre 2024, et toucherait environ 202 600 personnes. L'informalité (non-agricole) toucherait quant à elle environ 49 % des travailleurs, soit 771 600 personnes.

**Le Canal de Panama aurait contribué directement à hauteur de 2,47 Mds USD aux recettes de l'Etat en 2024.** Elles seraient cependant inférieures de 74 M USD par rapport à 2023. L'exercice 2024 a été marqué jusqu'au mois de mars par un ralentissement des transits qui avait été décidé à partir de juillet 2023 suite à la crise en eau engendrée par le phénomène climatique El Niño.

**Selon un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les citoyens vénézuéliens auraient contribué à hauteur d'1 Md USD à l'économie panaméenne au cours de la dernière décennie,** renforçant ainsi des secteurs clés de l'économie et créant environ 40 000 emplois (principalement occupés par des citoyens panaméens). Malgré les bénéfices mentionnés, l'étude souligne des défis liés à la question migratoire persistants dans la région. De nombreux migrants rencontreraient des difficultés à accéder au marché du travail formel. Les initiatives d'intégration s'avèrent cruciales au Panama selon l'OIM qui souligne en particulier la nécessité de promouvoir la formation et la reconnaissance des compétences.

# Caraïbes

## Bahamas

**Au premier trimestre de l'année fiscale 2024-2025, les dépenses publiques des Bahamas auraient augmenté de 20 %, atteignant 867 M USD et faisant tripler le déficit par rapport à la même période de l'exercice budgétaire précédent.** En deux ans, le déficit serait passé de 61,5 M USD au premier trimestre de l'exercice 2022-2023 à 185,4 M USD pour la même période de l'exercice 2024-2025. Les recettes n'auraient quant à elles augmenté que de 2,8 % pour atteindre 682,2 M USD au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2024-2025.

## Cuba

**L'exode de professionnels : un défi majeur pour Cuba.** Un rapport de l'Office des statistique (ONEI) a confirmé que Cuba connaît, depuis quelques années, un exode de professionnels hautement qualifiés, notamment des médecins et des ingénieurs. Le pays aurait perdu, entre 2021 et 2023, près de 90 000 professionnels de la santé, environ 33 000 enseignants et près de 4 400 dans les domaines des sciences et de l'innovation. Si la migration de l'élite intellectuelle du pays n'est pas un phénomène nouveau, ce mouvement a pris de l'ampleur ces dernières années. Plusieurs facteurs contribueraient à cette perte de capital humain : la faible rémunération, le manque d'opportunités professionnelles et personnelles, les conditions de travail peu attractives ou encore le degré de responsabilité. Dans un contexte de crise économique sans précédent, ces professionnels ont émigré ou simplement abandonné leur métier pour travailler dans des secteurs plus rémunérateurs, comme le secteur privé. En parallèle, d'autres secteurs comme l'agriculture pâtissent également du manque de personnel. En cinq ans, le secteur agricole cubain a perdu près de 10 % de ses actifs. Cette évolution, combinée avec la faible natalité et l'émigration des jeunes adultes, risque de poser des difficultés économiques majeures pour le pays, avec de conséquences difficilement surmontables à moyen terme.

## Grenade

**Le Royaume-Uni devrait financer un projet de développement en faveur de l'énergie géothermique à la Grenade, à hauteur de 12,6 M USD.** Le financement vise à mener une étude quant à la viabilité des ressources géothermiques dans le pays, qui pourrait notamment permettre à celui-ci d'exploiter cette source d'énergie renouvelable pour la production d'électricité. Le Royaume-Uni aurait déjà décaissé 24,3 M USD pour le développement d'énergies renouvelables dans les Caraïbes depuis 2015, soutenant diverses initiatives à Antigua-et-Barbuda, à la Dominique, à Saint-Vincent-et-les Grenadines (SVG), à Sainte-Lucie et à la Grenade.

## Jamaïque

**Le gouvernement jamaïcain a annoncé un investissement de 65 M USD dans la paroisse (département) de Sainte Catherine dans le cadre du Programme de renforcement des systèmes de santé (HSSP).** Cet investissement devrait être fléché vers différents projets tels que la modernisation du Centre de santé du Grand Portmore, où 4,3 M USD seraient mobilisés, le réaménagement du Spanish Town Hospital et la modernisation des centres de santé de Saint Jago Park et Harbour. Le programme est soutenu conjointement par des partenaires internationaux comme la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Union Européenne (UE).

## République Dominicaine

**Entre janvier et novembre 2024, la République dominicaine a importé pour un total de 27,6 Mds USD, enregistrant une augmentation de 2,8 % en glissement annuel.** Selon la Direction générale des douanes (DGA), 46,3 % de ces importations concernaient des biens de consommation, 35,91 % des matières premières et 17,79 % des biens d'équipement, ces derniers affichant une progression marquée de 10,5 %. Les secteurs clés des importations incluent l'énergie, les produits manufacturés et les biens de consommation. Les principaux partenaires commerciaux de la République dominicaine restent les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, qui jouent un rôle crucial dans le soutien de l'économie nationale.

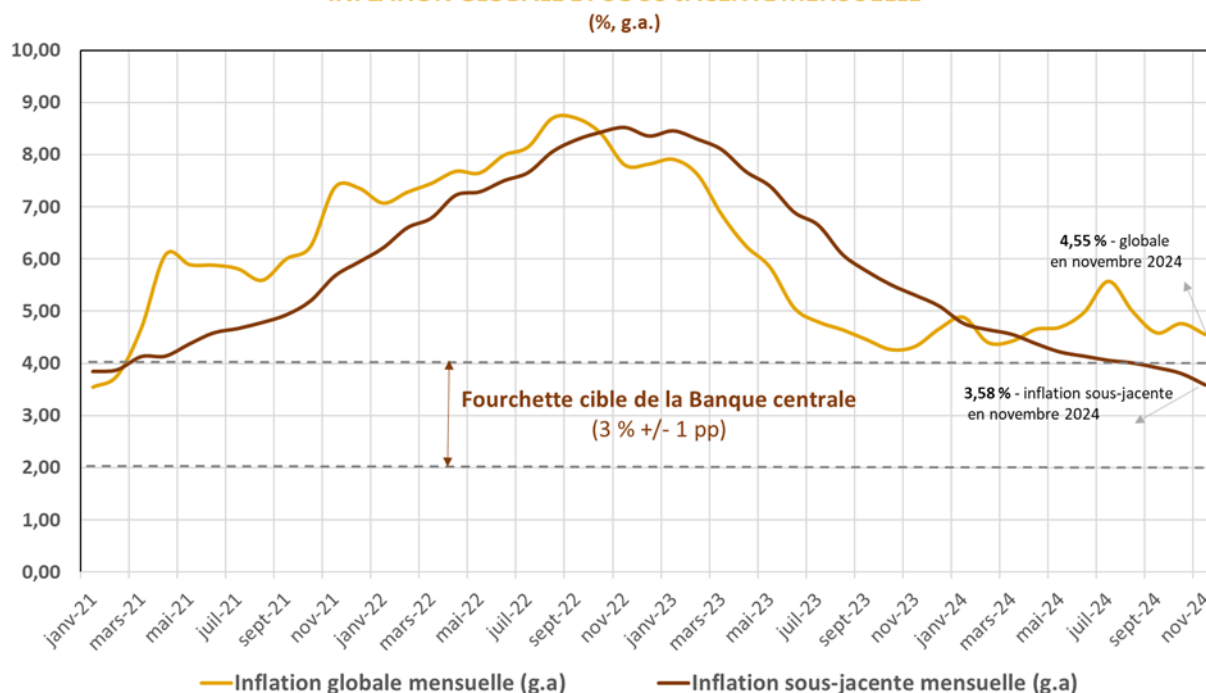
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,00%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,00%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

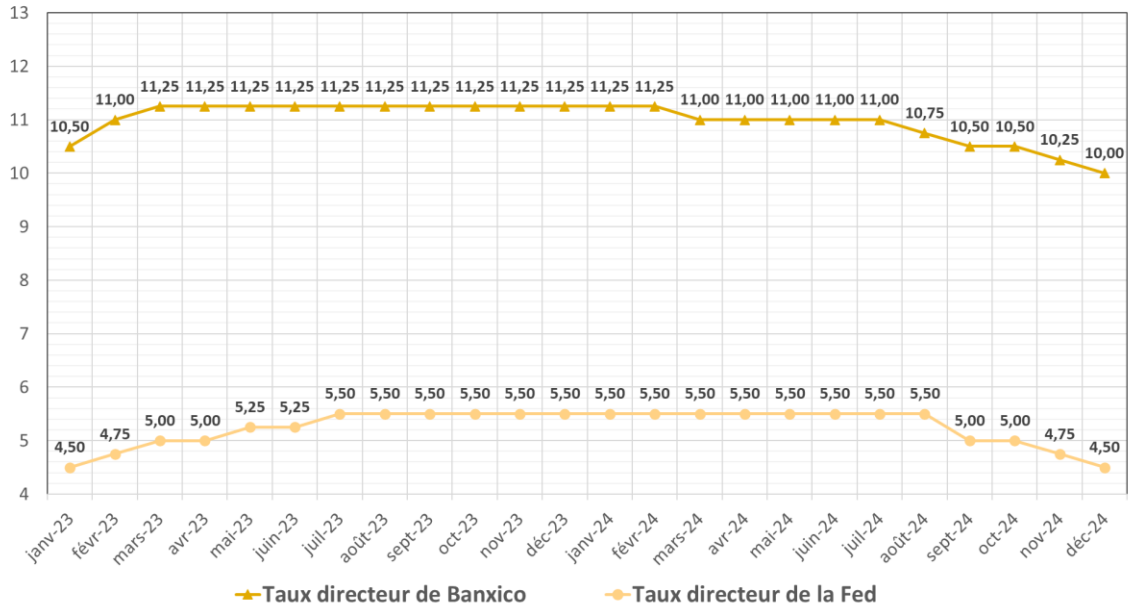
### – Annexe Graphique Mexique –

#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

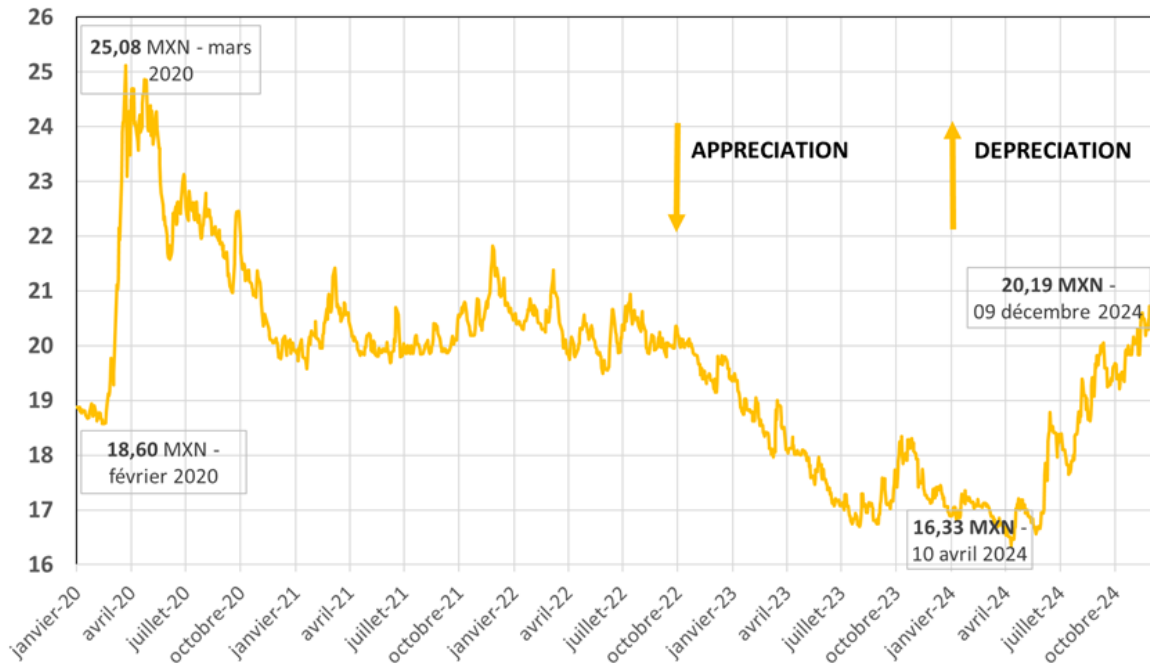


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

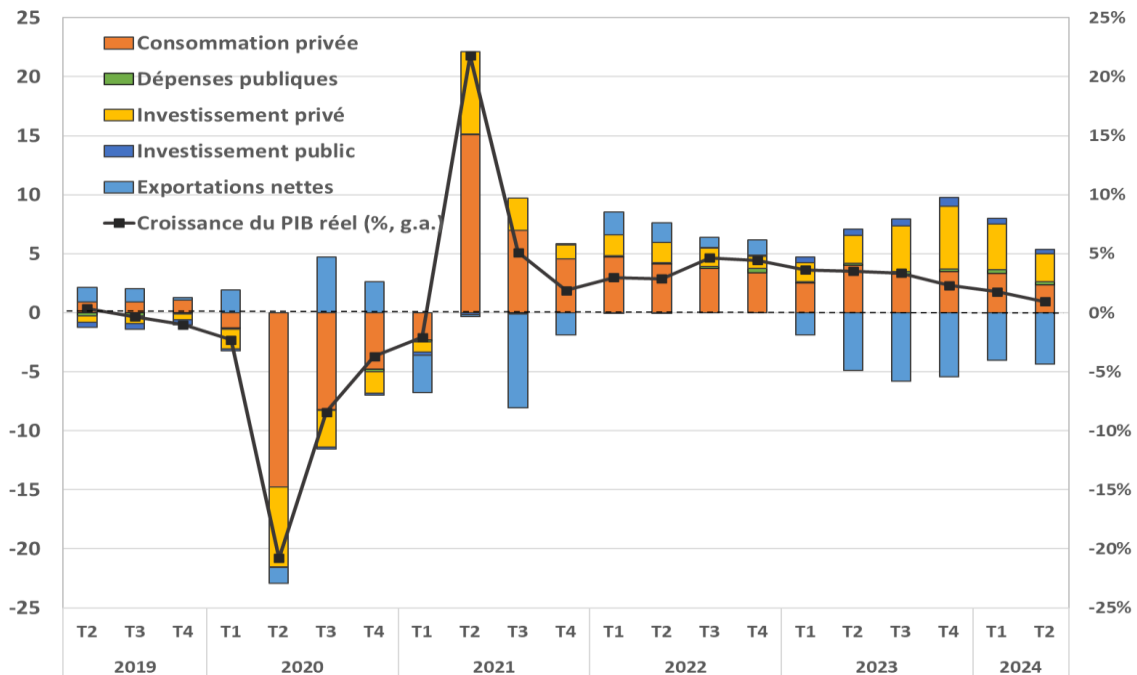
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

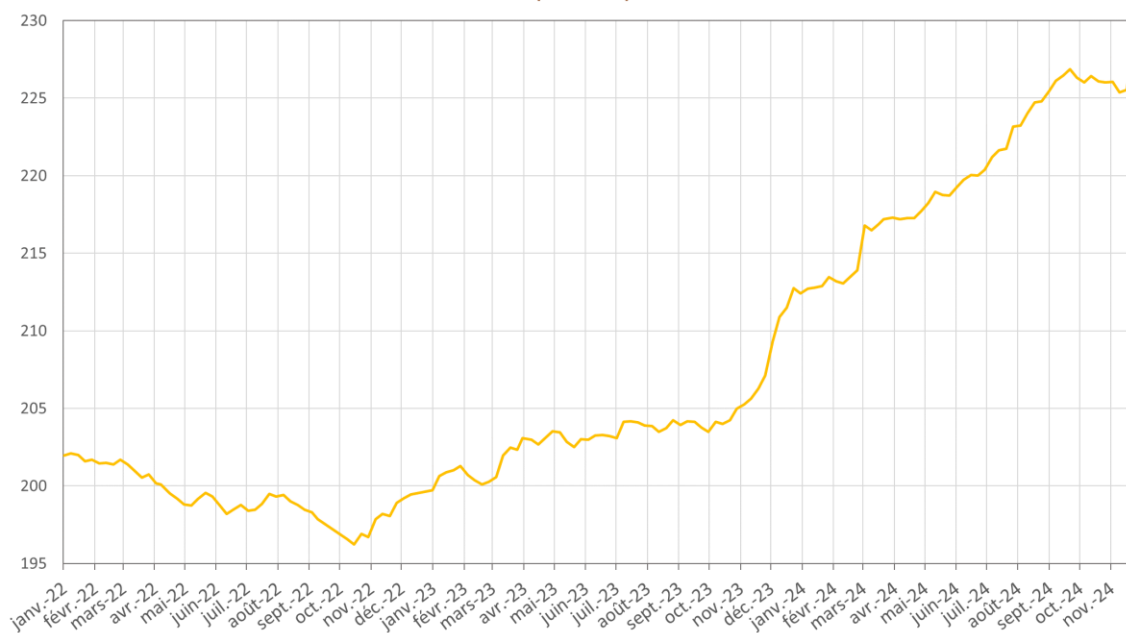
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)